

Identité et état civil

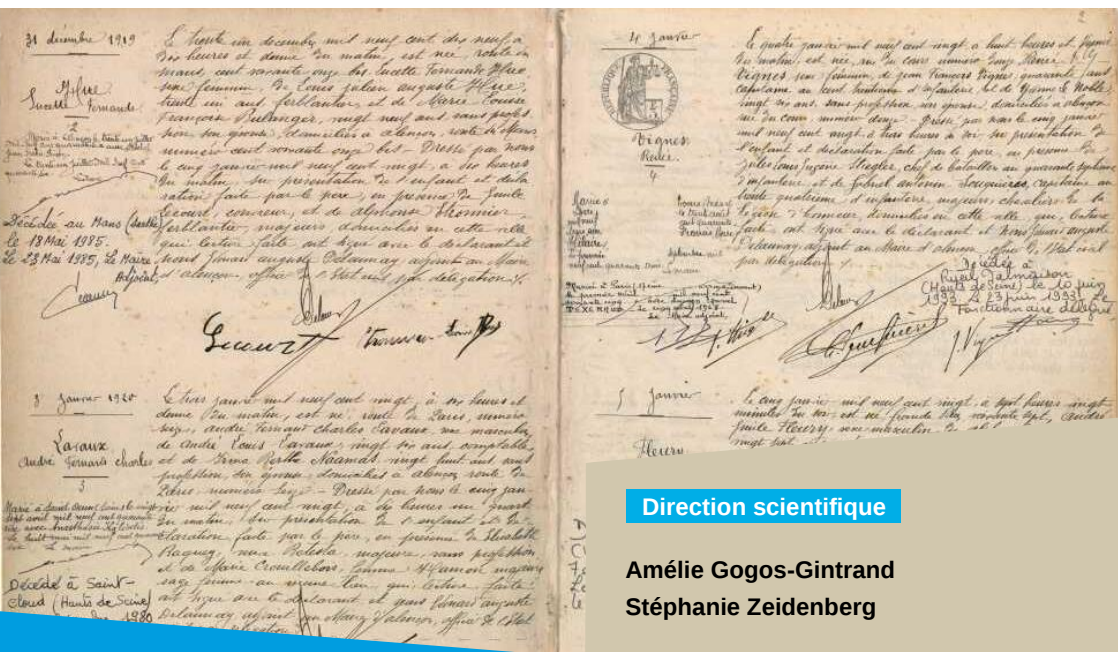
évolutions contemporaines

jeudi 14 et vendredi 15 mars 2024

université de Bordeaux

Pôle juridique et judiciaire, amphi Duguit

35 place Pey Berland, Bordeaux



Direction scientifique

Amélie Gogos-Gintrand
Stéphanie Zeidenberg

Inscription avant le 7 mars :
cerfap@u-bordeaux.fr

jeudi 14 mars 2024

présidence en cours de finalisation

14h Allocution d'ouverture

14h15 Introduction

♦ **14h15 - Les acteurs de l'état civil**

Yann Favier, professeur de droit privé, université Savoie-Mont-Blanc,
Centre de recherche en droit Antoine Favre EA4143

♦ **14h45 - État civil, droit commun et statuts personnels**

Véronique Bertile, maîtresse de conférences en droit public,
université de Bordeaux, CERCCLE UR7436

♦ **15h15 - État civil et identité**

**dans le contexte colonial français (XIX^e-XX^e siècles) :
quelques réflexions générales sur le rôle du droit**

Monica Cardillo, maître de conférences en histoire du droit et des
institutions, université de Limoges, OMIJ UR14476

15h45 Identité et mentions de l'acte

♦ **15h45 - Un acte purement symbolique ?**

Enjeux politico-juridiques autour de l'acte d'enfant sans vie

Lisa Carayon, maîtresse de conférences en droit privé, université
Sorbonne Paris Nord, École des hautes études en sciences sociales,
IRIS UMR8156 - U997

♦ **16h15 - Le pacs à l'état civil :**

faux symbole et vrais effets collatéraux

Jean-Jacques Lemouland, professeur de droit privé, CERFAPS
UR4600

vendredi 15 mars 2024

*sous la présidence de Bérangère Ader, avocate au barreau de Bordeaux,
présidente de l'Institut du droit des personnes et de leur patrimoine*

♦ **9h - L'inscription du sexe à l'état civil en cas d'intersexuation
ou la recherche du « vrai » sexe**

Amélie Gogos-Gintrand, maître de conférences en droit privé,
université de Bordeaux, CERFAPS UR4600

♦ **9h30 - État civil et capacité : quelles mentions pour la vulnérabilité ?**

Gilles Raoul-Cormeil, professeur de droit privé, université Caen
Normandie, ICRéJ UR967

10h Identité et modification des mentions de l'acte

- ♦ 10h - **La libéralisation du changement de nom et de prénom comme réponse aux revendications identitaires**

Stéphanie Zeidenberg, maître de conférences en droit privé HDR, université de Bordeaux, CERFAPS UR4600

10h30 Pause

- ♦ 11h - **Modification de la mention du sexe à l'état civil et respect de l'intégrité corporelle : quels enjeux ?**

Sophie Paricard, professeure de droit privé, institut national universitaire d'Albi, IDP EA1920

- ♦ 11h30 - **La modification des actes d'état civil en droit belge : regard comparatiste**

Nicole Gallus, avocate, barreau de Bruxelles, professeure, université libre de Bruxelles, chercheure associée au Centre de droit privé

12h Déjeuner

14h Identité et circulation de l'acte

sous la présidence de Hugues Marcard, secrétaire général de la chambre des notaires de la Gironde

- ♦ 14h - **La simplification de la circulation des documents d'état civil : quel bilan ?**

Estelle Gallant, professeure de droit privé, université Toulouse Capitole, IRDEIC EA4211

- ♦ 14h30 - **L'identité acquise à l'étranger : une reconnaissance à géométrie variable ?**

Michel Farge, professeur de droit privé, université Grenoble Alpes, CRJ EA1965

- ♦ 15h - **L'authenticité des actes d'état civil présentés par les mineurs non accompagnés**

Adeline Gouttenoire, professeure de droit privé, université de Bordeaux, CERFAPS UR4600

15h30 Conclusions

- ♦ 15h30 - **Table ronde**

Pierre Cuisinier, avocat au barreau de Bordeaux, **Marianne Jamet**, 1^{re} vice-présidente adjointe, Tribunal judiciaire de Bordeaux, et **Hugues Marcard**, secrétaire général de la chambre des notaires de la Gironde

- ♦ 16h15 - **La fondamentalisation de l'état civil**

Marc Pichard, professeur de droit privé, université Paris Nanterre

Identité et état civil

évolutions contemporaines

Les dernières années sont marquées par un mouvement de subjectivation constant de l'état civil.

Son rôle en est profondément renouvelé : l'état civil n'est plus – ce qu'il était historiquement – un instrument d'identification des individus, mais un instrument au service de la reconnaissance de leur(s) identité(s) subjective(s).

Il est encore le révélateur d'évolutions sociétales importantes (gestation pour autrui, phénomènes migratoires...), confrontant les instruments de droit interne à la réalité de l'internationalisation de la vie des personnes.

À paraître aux éditions LEH, coll. À la croisée des regards

Avec le soutien de :

Faculté de droit et sciences politiques, université de Bordeaux

Centre d'études et de recherches comparatives sur les constitutions, les libertés et l'État (CERCCLE), département Droit et transformations sociales, université de Bordeaux

Tarifs

- ♦ Tarif professionnel : 120€ HT - 132€ TTC / 8 heures de formation validées
- ♦ autre public : accès gratuit sur inscription préalable



Contact et inscription : cerfap@u-bordeaux.fr

En savoir +

cerfap.u-bordeaux.fr



[@UB_Cerfaps](https://twitter.com/UB_Cerfaps)



[cerfaps](https://www.facebook.com/cerfaps)